

LE REVENU NATIONAL

QUÉBEC—ON RÉCLAME LA SUPPRESSION DE LA TAXE
D'ACCISE SUR LE CIDRE

[Français]

M. Yvon L'Heureux (Chambly): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre du Revenu national.

L'Association des producteurs de cidre du Québec obtiendra-t-elle bientôt une réponse du ministre du Revenu national, relativement à sa demande d'exemption du paiement de la taxe d'accise sur les champagnes appliquée au cidre, selon l'interprétation d'une loi vieille de près d'un demi-siècle?

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur le président, à cause des représentations de l'honorable député, je serai heureux d'essayer de donner une réponse aussitôt que possible.

* * *

AFFAIRES INDIENNES

L'EMBAUCHAGE D'AUTOCHTONES DANS LE NORD—LES
CRITÈRES ET LA PÉNALISATION DES DÉLINQUANTS

[Traduction]

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre des Affaires indiennes et du nord canadien à la suite de sa déclaration concernant l'embauchage d'autochtones par les industries du nord. Le ministre est-il disposé à fixer des critères pour l'embauchage de ces personnes et d'autre part à infliger des amendes aux sociétés qui ne s'y conformeraient pas?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, nous n'avons pas l'intention d'imposer des quotas ou des pénalisations à ce moment-ci. Seulement, j'ai fait appel à l'industrie pour obtenir sa collaboration et si nous ne l'obtenons pas, nous pourrions alors procéder d'une façon concrète, selon les critères que j'ai énoncés dans mon discours de cette semaine.

* * *

LES PORTS

LA POLITIQUE FÉDÉRALE—LE MÉCONTENTEMENT—LES
ATTRIBUTIONS ET LA COMPOSITION DES
ADMINISTRATIONS

[Traduction]

M. Charles H. Thomas (Moncton): Monsieur l'Orateur, c'est au ministre des Transports que je m'adresse. Le 12 mai, dans sa déclaration sur la politique portuaire, le ministre a dit que d'autres détails seraient annoncés après consultation avec les représentants d'intérêts locaux. A la suite des nouvelles fâcheuses relatant le mécontentement qui règne dans au moins deux des grands ports, le ministre peut-il nous dire si ces problèmes ont été résolus, et peut-il nous annoncer les responsabilités et la composition des neuf administrations portuaires?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Non, monsieur l'Orateur, je ne peux annoncer la composition des neuf administrations portuaires, mais je peux

[Le très hon. M. Trudeau.]

dire que la plupart des problèmes ont été résolus. Et je peux assurer à l'honorable député que si certains se sentent une vocation de Salomon, je serai heureux de les connaître, car il a été très difficile de prendre certaines des décisions nécessaires. Je prévois que d'ici quelques jours je pourrai annoncer la nomination de deux nouveaux membres du Conseil des ports nationaux ainsi que la composition de l'administration portuaire de Vancouver et de Montréal.

M. Thomas (Moncton): Je suis heureux que le ministre va annoncer deux nouvelles nominations. Une des personnes nommées sera-t-elle postée dans la région atlantique comme je l'ai demandé le 12 mai?

L'hon. M. Jamieson: Ni l'un ni l'autre des deux messieurs en cause mais c'est précisément dans ce contexte que je parlais de Salomon il y a quelques instants. Le gouvernement a l'intention d'installer un membre du Conseil des ports nationaux dans les provinces atlantiques, mais où, c'est là le hic, comme le député le sait bien.

* * *

LES GRAINS

LE BILL RELATIF À LA STABILISATION—L'INVITATION
D'ASSOCIATIONS AGRICOLES DE L'OUEST AU SUJET DES
AMENDEMENTS

M. Jack McIntosh (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre responsable de la Commission du blé. En son absence, je l'adresse au ministre suppléant. Le ministre responsable de la Commission du blé envisage-t-il d'accepter l'invitation que lui ont adressée plusieurs associations agricoles de l'Ouest du Canada lui demandant de le rencontrer en vue de discuter des amendements au bill de stabilisation concernant le grain des Prairies?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je vais prendre cette question pour préavis et la soumettre au ministre chargé de la Commission du blé.

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Compte tenu des télégrammes et des lettres que nous recevons actuellement—comme lui-même, à n'en pas douter—et qui contiennent dix prises de position contre le programme de stabilisation dans sa forme actuelle pour une prise de position favorable . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député fait un discours. S'il a une question à poser, qu'il la pose. J'invite une nouvelle fois les députés à ne pas relancer durant la période des questions orales un débat que nous poursuivons déjà depuis plusieurs semaines.

M. Skoberg: Je me fondais sur ce que le ministre a dit l'autre jour. Étant donné que les syndicats du blé et le Syndicat national des cultivateurs ont aussi invité le premier ministre à rencontrer les agriculteurs afin de discuter des amendements, le premier ministre retirerait-il le bill jusqu'à ce que les rencontres aient lieu?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La politique du gouvernement a été très claire. Je ne comprends pourquoi un oppositionnel voudrait nous faire retirer le bill. Il dirait alors que nous maintenons notre prétendue illégalité.